

Publication d'informations en matière de durabilité

Le présent document est fourni conformément à l'article 10 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la Publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers et doit être lu conjointement avec les informations précontractuelles et le rapport annuel. En cas de divergence entre la version linguistique des informations précontractuelles et du rapport annuel et celle du présent document, les informations précontractuelles et le rapport annuel prévalent.

Les informations visées à l'article 11 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la Publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers seront fournies au client dans l'annexe du rapport annuel par les moyens de communication habituels.

Dénomination du produit :

Allianz Cyber Security

Identifiant d'entité juridique : 529900I11GBTWP04NS84



Résumé

Allianz Cyber Security (le « Compartiment ») promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale d'investissements durables.

Le Compartiment suit la Stratégie Indicateur clé de performance (relative) (« Stratégie KPI (relative) ») visant à surperformer l'Intensité moyenne pondérée de GES par rapport à son indice de référence. L'Intensité moyenne pondérée de GES est la moyenne pondérée de l'Intensité de GES du Compartiment (en tCO2e par million de ventes). En outre, le Compartiment applique des critères d'exclusion minimum. Au moyen de ces critères d'exclusion, le Compartiment prend en compte des indicateurs des principales incidences négatives (« PAI »).

Le Compartiment intègre les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, tout en tenant compte des principes de bonne gouvernance en écartant les entreprises impliquées dans des pratiques controversées selon les normes internationales.

Des indicateurs de durabilité ont été définis pour le Compartiment afin de mesurer la réalisation de ses caractéristiques environnementales et/ou sociales. Les indicateurs de durabilité sont dérivés des éléments contraignants définis pour le Compartiment. Les éléments contraignants sont surveillés dans des systèmes de conformité pré et post-négociation, ils permettent ainsi d'assurer une diligence raisonnable suffisante et constituent des critères d'évaluation du respect des caractéristiques environnementales et/ou sociales du Compartiment. Pour chaque indicateur de durabilité, une méthodologie, fondée sur différentes sources de données, a été définie afin de garantir une mesure et un reporting précis des indicateurs.

Pas d'objectif d'investissement durable, mais un engagement partiel en faveur d'investissements durables

Informations sur la manière dont l'investissement durable ne cause de préjudice important à aucun des objectifs d'investissement durable, y compris la manière dont les indicateurs relatifs aux incidences négatives sont pris en considération et si l'investissement durable est conforme aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de 2 % d'investissements durables.

Les investissements durables contribuent aux objectifs environnementaux et/ou sociaux, pour lesquels les Gérants se réfèrent, entre autres, aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies ainsi qu'aux objectifs de la taxinomie de l'UE :

1. Atténuation du changement climatique
2. Adaptation au changement climatique
3. Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines
4. Transition vers une économie circulaire
5. Prévention et contrôle de la pollution
6. Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes

L'évaluation de la contribution positive aux objectifs environnementaux ou sociaux repose sur une méthodologie propriétaire qui combine des éléments quantitatifs à des analyses qualitatives issues d'une recherche interne. La méthodologie applique d'abord une analyse quantitative des activités économiques d'un émetteur. L'élément qualitatif de la méthodologie consiste à évaluer si les activités économiques contribuent positivement à un objectif environnemental ou social.

Pour calculer la contribution positive au niveau du Compartiment, la part du chiffre d'affaires de chaque émetteur imputable aux activités économiques contribuant aux objectifs environnementaux et/ou sociaux est prise en compte à condition que l'émetteur respecte le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » (« DNSH ») et les principes d'une bonne gouvernance. Une agrégation pondérée par les actifs est réalisée dans un deuxième temps. En outre, en ce qui concerne certains types de titres qui financent des projets spécifiques contribuant à des objectifs environnementaux ou sociaux, l'investissement dans sa globalité est réputé contribuer à des objectifs environnementaux et/ou sociaux. Une évaluation du respect du principe consistant

à « ne pas causer de préjudice important » (« DNSH ») et des pratiques de bonne gouvernance est également réalisée pour ces titres.

Afin de s'assurer que les investissements durables ne causent pas de préjudice important à tout autre objectif environnemental et/ou social, le Gérant tient compte des indicateurs PAI pour lesquels des seuils de significativité ont été définis dans le but d'identifier des émetteurs portant un préjudice important. Un engagement auprès des émetteurs qui ne respectent pas le seuil défini peut être mis en place pendant une période limitée pour remédier à l'impact négatif. Cependant, si l'émetteur n'atteint pas les seuils de significativité définis deux fois de suite ou en cas d'échec de l'engagement, alors il est réputé ne pas passer le filtre DNSH. Les investissements dans des titres d'émetteurs qui ne passent pas le filtre DNSH ne sont pas comptabilisés comme des investissements durables.

Tous les indicateurs PAI obligatoires sont pris en considération soit dans le cadre de l'application des critères d'exclusion, soit par le biais de seuils sur une base sectorielle ou absolue. Des seuils de significativité ont été définis et font référence à des critères qualitatifs ou quantitatifs.

Étant donné l'absence de couverture de données pour certains des indicateurs PAI, des points de données équivalents sont utilisés pour évaluer les indicateurs PAI dans le cadre de l'évaluation DNSH, le cas échéant, en ce qui concerne les indicateurs suivants relatifs aux sociétés : part de la consommation et de la production d'énergie non renouvelable, activités ayant une incidence négative sur les zones sensibles du point de vue de la diversité biologique, rejets dans l'eau, absence de procédures et de mécanismes de conformité visant à garantir le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ; en ce qui concerne les émetteurs souverains : l'intensité de GES et les pays connaissant des violations de normes sociales. Dans le cas de titres qui financent des projets spécifiques contribuant à des objectifs environnementaux ou sociaux, des données équivalentes au niveau du projet peuvent être utilisées pour s'assurer que les investissements durables ne causent pas de préjudice important à tout autre objectif environnemental et/ou social. Le Gérant s'efforcera d'augmenter la couverture des données pour les indicateurs PAI ayant une faible couverture en menant un engagement auprès des émetteurs et des fournisseurs de données. Le Gérant évaluera régulièrement si la disponibilité des données a suffisamment augmenté pour éventuellement inclure l'évaluation de ces données dans le processus d'investissement.

Les critères minimums d'exclusion en matière de durabilité appliqués par le Gérant écartent les entreprises impliquées dans des pratiques controversées, contraires aux normes internationales. Le cadre normatif de base se compose des principes du Pacte mondial des Nations unies, des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Les titres émis par des entreprises enfreignant gravement les cadres en question ne feront pas partie de l'univers d'investissement.

Caractéristiques environnementales ou sociales du produit financier

Description des caractéristiques environnementales ou sociales que le produit financier promeut

Allianz Cyber Security est géré conformément à la Stratégie Indicateur clé de performance en matière de développement durable (relative) (« Stratégie KPI (relative) ») qui traite la problématique de l'Intensité des gaz à effet de serre (GES). Le « KPI Durabilité » mesure l'Intensité de GES définie par l'intensité moyenne pondérée des émissions de gaz à effet de serre en fonction des ventes annuelles de l'entreprise (« Intensité de GES »).

La problématique de l'Intensité de GES sera traitée en surperformant l'Intensité moyenne pondérée de GES par rapport à son indice de référence.

En outre, des critères d'exclusion minimum en matière de durabilité s'appliquent.

Un indice de référence a été désigné dans le but d'atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales que le Compartiment promeut.

Stratégie d'investissement

Informations sur la stratégie d'investissement utilisée pour respecter les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier et la politique d'évaluation des pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements, notamment en ce qui concerne les structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel et le respect des obligations fiscales

Allianz Cyber Security a pour objectif d'investir sur les Marchés d'actions mondiaux avec une orientation sur les sociétés dont l'activité bénéficiera de la cybersécurité ou est actuellement liée à celle-ci conformément à la Stratégie Indicateur clé de performance en matière de développement durable (relative) (« Stratégie KPI (relative) »).

La stratégie du Compartiment consiste à surperformer l'Intensité moyenne pondérée de GES par rapport à son indice de référence. La surperformance est déterminée comme l'excédent entre l'Intensité moyenne pondérée de GES du Compartiment et l'Intensité moyenne pondérée de GES de son indice de référence.

L'Intensité moyenne pondérée de GES est la moyenne pondérée de l'Intensité de GES du Compartiment (en tCO₂e par million de ventes). Les ventes représentent les ventes annuelles de l'entreprise. Ce ratio de GES normalisé par les Ventes facilite la comparaison entre les entreprises de différentes tailles. Le ratio est exprimé en tCO₂e par million de ventes. Cet indicateur permet de comparer les Intensités moyennes pondérées de GES de différents portefeuilles afin d'identifier les portefeuilles composés des émetteurs de GES les plus efficaces en termes de ventes par émetteur. Les pondérations du portefeuille (et les pondérations de l'indice de référence ou de l'univers) sont recalculées de manière à ce que seuls les émetteurs disposant de

données sur les émissions de GES soient pris en compte dans le calcul. Les GES représentent les émissions de gaz à effet de serre d'un émetteur spécifique. Pour déterminer l'Intensité de GES d'une entreprise, il est fait appel à des fournisseurs de données tiers et aux données relatives à l'Intensité de GES dont ils disposent sur l'entreprise concernée. L'Intensité de GES est analysée par le Gérant et est prise en compte dans le processus de sélection des titres afin d'atteindre l'Objectif d'investissement du Compartiment.

La part des actifs n'ayant pas d'évaluation de l'Intensité de GES devrait être faible. Parmi les instruments qui ne font pas l'objet d'une évaluation de l'Intensité de GES figurent les liquidités et les dépôts, certains Fonds cibles et les investissements pour lesquels l'Intensité de GES est jugée non appropriée et/ou pour lesquels les données ne sont pas disponibles.

L'approche d'investissement générale du Compartiment (Principes généraux des Catégories d'actifs applicables au Compartiment combinés à ses restrictions d'investissement individuelles) est décrite dans le prospectus.

Les principes de bonne gouvernance sont pris en compte en écartant les entreprises impliquées dans des pratiques controversées selon les normes internationales correspondant aux quatre pratiques de bonne gouvernance : structures de gestion saines, relations avec le personnel, rémunération du personnel et respect des obligations fiscales. Les entreprises enfreignant gravement leurs obligations dans l'un ou l'autre de ces domaines seront considérées comme non investissables. Dans certains cas, les émetteurs signalés figureront sur une liste de surveillance. Ces sociétés apparaîtront sur cette liste de surveillance dès lors que le Gérant estime que l'engagement peut donner lieu à des améliorations ou lorsqu'il est évalué que la société a pris des mesures correctives. Les sociétés figurant sur la liste de surveillance sont considérées comme investissables, sauf si le Gérant estime que l'engagement ou les mesures correctives de la société ne parviennent pas à remédier aux pratiques controversées jugées graves.

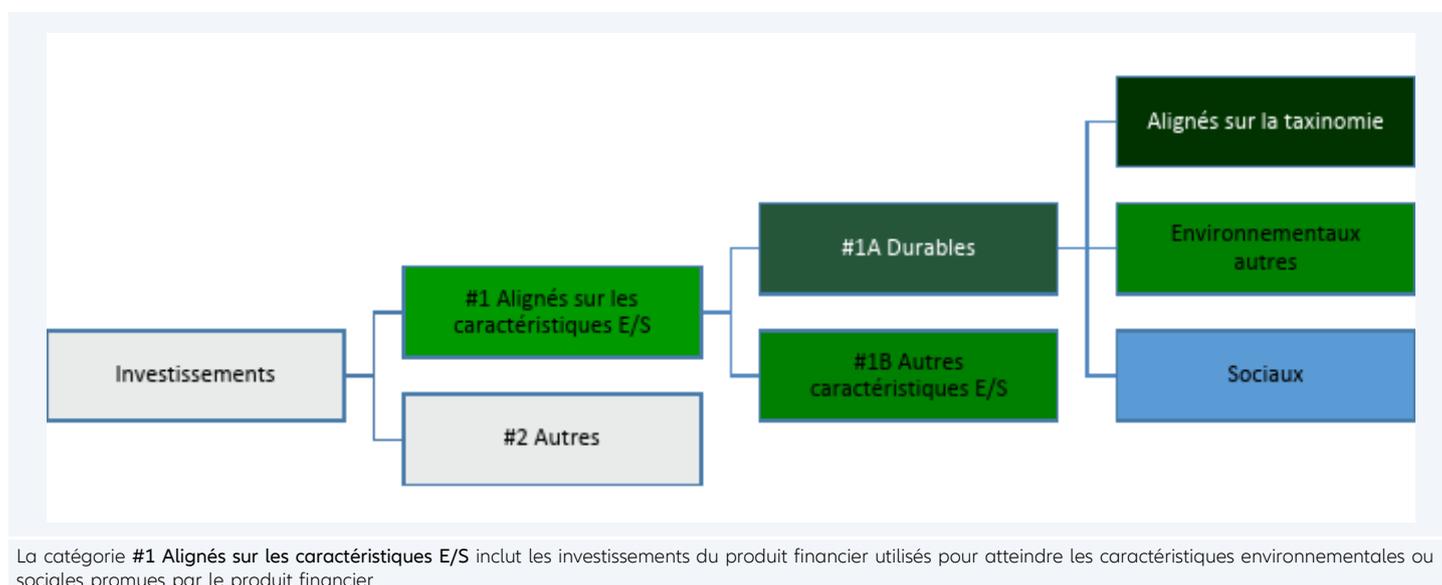
En outre, le Gérant du Compartiment s'engage à encourager activement le dialogue avec les sociétés dans lesquelles il investit au sujet de la gouvernance d'entreprise, des sujets relatifs aux droits de vote par procuration et de l'enjeu plus large de la durabilité avant les assemblées des actionnaires (de manière régulière pour les investissements directs en actions). L'approche du Gérant du Compartiment en matière de vote par procuration et d'engagement auprès des sociétés est définie dans la Politique d'Engagement actionnarial de la Société de gestion.

Proportion d'investissements

Informations sur la proportion d'investissements dans lesquels le fonds a investi

Au moins 80 % des actifs du Compartiment (hors liquidités et produits dérivés) sont utilisés pour concourir aux caractéristiques environnementales ou sociales promues par le Compartiment. Une petite partie du Compartiment peut contenir des actifs qui ne favorisent pas les caractéristiques environnementales ou sociales. Parmi ces instruments figurent notamment les produits dérivés, les liquidités et les dépôts, certains Fonds cibles, et des investissements dont les qualifications environnementales, sociales ou de bonne gouvernance divergent ou font défaut temporairement. Au moins 2 % des actifs du Compartiment seront investis dans des Investissements durables. Le Gestionnaire d'investissement du Compartiment ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental aligné sur la taxinomie de l'UE ni sur une part minimale d'investissements durables sur le plan environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxinomie de l'UE. Le Gérant du Compartiment ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements durables ayant un objectif social. Bien que le Compartiment ne puisse s'engager sur une part minimale d'investissements durables sur le plan environnemental ou social, lesdits investissements peuvent être librement alloués dans le cadre de l'engagement global d'investissement durable publié par le Compartiment (au moins 2 %).

Le Compartiment ne réalise aucun investissement dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE. Néanmoins, du fait de cette stratégie d'investissement, des investissements peuvent avoir lieu dans des entreprises qui opèrent également dans ces activités. Des informations supplémentaires seront fournies dans le cadre du rapport annuel, le cas échéant.



La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Contrôle des caractéristiques environnementales ou sociales

Informations sur la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier et les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune d'entre elles sont contrôlés tout au long du cycle de vie du produit financier, ainsi que les mécanismes de contrôle interne ou externe y afférents

Pour mesurer la réalisation des caractéristiques environnementales et/ou sociales, les indicateurs de durabilité suivants sont utilisés et présentés en fin d'exercice :

- Le pourcentage effectif de couverture des KPI du Portefeuille du Compartiment (dans ce contexte, le Portefeuille n'inclut pas de produits dérivés ou d'instruments qui ne sont pas évalués par nature (p. ex., liquidités et dépôts)).
- L'Intensité moyenne pondérée de GES réelle du portefeuille par rapport à l'Intensité moyenne pondérée de GES de l'indice de référence.
- Confirmation que les Principales incidences négatives (PAI) des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité sont prises en compte par l'application de critères d'exclusion.

Les indicateurs de durabilité sont dérivés des éléments contraignants définis pour le Compartiment. Tous les éléments contraignants sont surveillés au moyen de systèmes de conformité internes. Tout éventuel manquement est signalé aux parties concernées et résolu conformément à des procédures internes.

Les indicateurs de durabilité précités sont présentés dans le cadre des rapports réglementaires.

Méthodes

Description des méthodes utilisées pour déterminer dans quelle mesure les caractéristiques sociales ou environnementales promues par le produit financier ont été atteintes

Les méthodes suivantes sont appliquées pour permettre la préparation des rapports réglementaires sur les indicateurs de durabilité du Compartiment :

- Le pourcentage de couverture des KPI est calculé en fonction de la VNI du portefeuille. Ce calcul est effectué sur la base des données relatives aux GES issues d'un fournisseur de données externe.
- La surperformance du portefeuille par rapport à l'indice de référence est déterminée comme l'excédent entre l'Intensité moyenne pondérée de GES du Compartiment et l'Intensité moyenne pondérée de GES de son indice de référence.
- La liste des critères d'exclusion minimum en matière de durabilité est mise à jour au moins deux fois par an par l'équipe Durabilité sur le fondement de sources de données externes.

Sources et traitement des données

Informations sur les sources de données utilisées pour atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier, les mesures prises pour garantir la qualité des données, les modalités de traitement des données et la proportion de données qui sont estimées

Les sources de données suivantes sont utilisées comme données de départ pour établir les rapports réglementaires du Compartiment : MSCI, ISS.

L'équipe Durabilité et Investissement à impact d'AllianzGI sélectionne des fournisseurs de données tiers par le biais d'un processus d'appel d'offres, appliqué à l'ensemble d'AllianzGI. L'origine des données, la méthodologie (qualitative et/ou quantitative), les points de données bruts, la couverture de l'émetteur, les ressources en place, l'expertise, le niveau de détail des recherches, l'approche, le support informatique, le support client et la cohérence/qualité des sources de données sont autant de paramètres évalués et testés au cours des appels d'offres. Les données provenant des fournisseurs sont versées directement dans le lac de données interne basé sur le cloud, conformément à la stratégie de données d'AllianzGI. AllianzGI utilise des technologies telles que l'interface de programmation d'applications (API) et le protocole de transfert de fichiers sécurisé (SFTP) lorsque celles-ci ne sont pas mises à disposition par les fournisseurs, ce qui permet une surveillance étroite et une mise à jour fluide et constante des points de données. Des contrôles sont appliqués aux flux de données et à leur évolution dans le temps (couverture, valeurs attendues, etc.) afin de détecter les problèmes potentiels en amont de la chaîne d'approvisionnement en données.

Limites aux méthodes et aux données

Informations sur toute limite des méthodes et des sources de données et en quoi ces limites n'influent pas sur la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes

Plusieurs limites d'ordre général s'appliquent. Le Compartiment peut utiliser un ou plusieurs fournisseurs de données de recherche tiers et/ou des analyses internes. Lors de l'évaluation de l'éligibilité d'un émetteur sur la base de la recherche, il existe une dépendance vis-à-vis des informations et des données provenant de fournisseurs de données de recherche tiers et des analyses internes, qui peuvent être subjectives, incomplètes, inexactes ou indisponibles. Par conséquent, il existe un risque d'évaluation incorrecte ou subjective d'un titre ou d'un émetteur. Il existe également un risque que le Gérant du Compartiment n'applique pas correctement les critères pertinents résultant de la recherche ou que le Compartiment qui suit une Stratégie d'investissement durable ait une exposition indirecte à des émetteurs qui ne remplissent pas les critères pertinents utilisés dans cette Stratégie.

Les seuils de couverture des notations KPI sont définis de manière à atténuer l'effet de ces limitations sur la promotion des caractéristiques environnementales.

La couverture des données pour les indicateurs PAI est hétérogène. La couverture des données relatives à la biodiversité, à l'eau et aux déchets est faible et les indicateurs PAI associés sont pris en compte soit par le biais de données équivalentes, soit par le biais de l'exclusion des titres émis par des sociétés enfreignant gravement les normes et standards internationaux, tels que les principes du Pacte mondial des Nations unies, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme en raison de pratiques problématiques en matière de droits de l'homme, de droit du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption.

Diligence raisonnable

Informations sur la diligence raisonnable mise en œuvre concernant les actifs sous-jacents du produit financier, y compris les contrôles internes et externes relatifs à cette diligence raisonnable

La société de gestion suit une approche fondée sur les risques afin de déterminer où des contrôles préalables à l'investissement spécifiques à un instrument/une transaction doivent être effectués en tenant compte de la complexité et du profil de risque de l'investissement concerné, de l'importance de la taille de la transaction par rapport à la VNI du fonds et de la nature (achat/vente) de la transaction.

Pour s'assurer que le Compartiment respecte ses caractéristiques environnementales et sociales, les éléments contraignants sont utilisés comme des critères d'évaluation.

Les éléments contraignants sont les suivants :

- Le Portefeuille du Compartiment couvre au moins 80 % des KPI (à cet égard, le Portefeuille ne comprend pas d'instruments dérivés et d'instruments qui ne sont pas évalués par nature (p. ex., liquidités et dépôts)).
- Surperformance d'au moins 20 % par rapport à l'indice de référence en termes d'Intensité moyenne pondérée des émissions de GES.
- Application des critères minimums d'exclusion suivants en matière de durabilité, pour les investissements directs :
 - titres émis par des entreprises enfreignant gravement les principes et les directives, tels que les principes du Pacte mondial des Nations unies, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme en raison de pratiques problématiques en matière de droits de l'homme, de droits du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption,
 - titres émis par des sociétés impliquées dans les armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques, armes biologiques, uranium appauvri, phosphore blanc et armes nucléaires),
 - titres émis par des sociétés qui tirent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires de leur implication dans les armes, équipements militaires et services connexes,
 - titres émis par des sociétés qui tirent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon thermique,
 - titres émis par des sociétés de services publics qui génèrent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires du charbon,
 - titres émis par des sociétés impliquées dans la production de tabac et titres émis par des sociétés qui génèrent plus de 5 % de leur chiffre d'affaires de la distribution de tabac.

Les investissements directs dans des émetteurs souverains ayant une note Freedom House Index insuffisante sont exclus.

Les critères d'exclusion minimum en matière de durabilité se fondent sur les informations obtenues auprès d'un fournisseur de données externe. Une revue est réalisée au moins une fois par semestre.

Les éléments contraignants sont intégrés dans des systèmes de conformité pré et post-négociation, ce qui garantit une diligence raisonnable dans la sélection des titres.

Politiques d'engagement

Informations sur les politiques d'engagement mises en œuvre lorsque l'engagement fait partie de la stratégie d'investissement environnemental ou social, y compris toute procédure de gestion applicable aux controverses en matière de durabilité dans les sociétés bénéficiaires des investissements

La description des politiques et activités d'engagement d'AllianzGI est disponible en cliquant sur le lien suivant : <https://www.allianzgi.com/en/our-firm/esg/active-stewardship>.

La société de gestion réalise des activités d'engagement pour l'ensemble de son offre. Les activités d'engagement sont définies au niveau des émetteurs. Par conséquent, il n'est pas garanti que les engagements réalisés couvrent les émetteurs détenus par chaque fonds. La stratégie d'engagement de la société de gestion repose sur deux piliers : (1) approche fondée sur les risques et (2) approche thématique.

L'approche fondée sur les risques se concentre sur les risques ESG importants identifiés. Les activités d'engagement sont étroitement liées à la taille de l'exposition. L'objectif principal des activités d'engagement est déterminé par des considérations telles que des votes importants à l'encontre de la direction de l'entreprise lors de précédentes assemblées générales et des enjeux de durabilité identifiés comme étant inférieurs aux pratiques du marché. Les activités d'engagement peuvent également être déclenchées par des controverses en matière de durabilité ou de gouvernance.

L'approche thématique relie les activités d'engagement aux trois thèmes stratégiques de la durabilité pour AllianzGI (changement climatique, limites planétaires et capitalisme inclusif), ainsi qu'à des thèmes de gouvernance pertinents à l'échelle de marchés spécifiques ou plus largement. Les activités d'engagement thématiques sont définies sur le fondement de sujets jugés importants pour les investissements en portefeuille et sont hiérarchisées en fonction de la taille des participations d'AllianzGI et des priorités des clients.

Version 2 en date du 30/05/2023

Historique des modifications :

01/01/2023 : Publication des informations conformément aux normes techniques de réglementation complétant le Règlement (UE) 2019/2088

30.05.2023 : Ajout des informations relatives au gaz fossile et à l'énergie nucléaire et modification de la Stratégie de durabilité Allianz GI, la Stratégie d'engagement climatique avec résultats étant remplacée par la Stratégie KPI relative - Intensité de GES.

Tout investissement comporte des risques. La valeur d'un investissement et les revenus qu'il génère peuvent évoluer à la hausse ou à la baisse et l'investisseur court le risque de ne pas récupérer le capital investi. Les performances passées ne permettent pas de prédire les rendements futurs.

Le présent document a été préparé par Allianz Global Investors . Il ne s'agit en aucun cas d'une prévision, d'un document de recherche ou d'un conseil en investissement et il ne saurait en aucun cas être considéré comme tel. Il ne s'agit pas d'une recommandation, d'une offre ou d'une invitation à acheter ou vendre des titres ou à adopter une stratégie d'investissement. Il est fourni à titre purement informatif. Les conditions d'utilisation de ce site Web s'appliquent également.

Le présent document est publié par Allianz Global Investors GmbH, www.allianzgi.com, société à responsabilité limitée de droit allemand, dont le siège social est sis Bockenheimer Landstrasse 42-44, 60323 Francfort-sur-le-Main, immatriculée auprès du tribunal local de Francfort-sur-le-Main sous le numéro HRB 9340, et agréée par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (www.bafin.de). Il est interdit de reproduire, publier ou diffuser son contenu, sous quelque forme que ce soit.